

Relations industrielles Industrial Relations



Détroit pas d'accord pour crever. Une révolution urbaine, Par Dan Georgakas et Marvin Surkin (2015) traduit de l'anglais par Laure Mistral, Toulouse : Agone, 358 pages. ISBN : 978-2-7489-0226-6

Sari Madi

Volume 71, numéro 4, automne 2016

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1038533ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1038533ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département des relations industrielles de l'Université Laval

ISSN

0034-379X (imprimé)

1703-8138 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Madi, S. (2016). Compte rendu de [*Détroit pas d'accord pour crever. Une révolution urbaine*, Par Dan Georgakas et Marvin Surkin (2015) traduit de l'anglais par Laure Mistral, Toulouse : Agone, 358 pages. ISBN : 978-2-7489-0226-6]. *Relations industrielles / Industrial Relations*, 71(4), 771–773. <https://doi.org/10.7202/1038533ar>

Tous droits réservés © Département des relations industrielles de l'Université Laval, 2016

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

tôt par des organisations interétatiques (ONU, OCDE, OMC, UE, etc.), tantôt par des compagnies et réseaux d'organisation régionaux ou mondiaux privés. Il soutient, dans cette foulée, que les politiques de responsabilité sociale de l'entreprise (RSE), les codes de conduite et, plus généralement, la popularité grandissante de modes privés d'établissement de normes du travail à l'échelle mondiale, fournissent les meilleurs cas d'étude du droit du travail réflexif mondial. C'est en ce sens que, d'une perspective réflexive, l'agencement particulier des codes de conduites privés au droit étatique local et à la RSE est crucial dans la détermination (plus) adéquate des normes concrètement mises en œuvre au sein des entreprises.

C'est, en somme, une vision plutôt réaliste du droit du travail que nous invite à partager l'auteur. Une vision dans laquelle la réalisation des objectifs du *Travail Décent* pour tous ne peut découler de la stricte application du droit protecteur étatique, mais bien d'un savant mariage de règles plurielles dont la formulation et la mise en œuvre sont éclairées par une compréhension adéquate de l'action économique, sociale et politique qui les marque.

M^e P. Martin Dumas

Département des relations industrielles
Université Laval

Détroit pas d'accord pour crever. Une révolution urbaine

Par Dan Georgakas et Marvin Surkin (2015)
traduit de l'anglais par Laure Mistral,
Toulouse : Agone, 358 pages. ISBN : 978-2-
7489-0226-6.

Cet ouvrage retrace l'ascension et la chute de la Ligue de travailleurs noirs révolutionnaires à Détroit à la fin des années 1960. Il s'agit d'une traduction de la troisième édition parue en 2012. Georgakas et Surkin reprennent le contenu intégral de la première édition (parue en 1975) et ont ajouté, à l'occasion de la deuxième édition en 1998, deux nouveaux chapitres, si bien que nous y retrouvons maintenant douze

chapitres. Par souci de clarté, nous proposons une lecture structurée autour de quatre grandes périodes.

La première période évoque les actions politiques « d'un petit noyau de révolutionnaires noirs » (p. 25) après la Grande Rébellion de 1967 et avant la formation de la Ligue en 1969. Après la Grande Rébellion, « la révolte urbaine la plus étendue et la plus coûteuse » (p. 9), un vent de contestation souffla sur la ville pendant plusieurs années. Le chapitre 1 traite de la fondation d'un mensuel ouvertement révolutionnaire et des difficultés rencontrées pour imprimer les numéros. Les auteurs y décrivent la collaboration entre l'administration publique, les entreprises et les syndicats pour étouffer ce courant de contestation. Le chapitre 2 s'attarde sur la création du premier mouvement syndical révolutionnaire. Durant les années d'après-guerre, un arrangement entre les Trois Grands de l'industrie automobile et l'*United Auto Workers* (UAW) accordait une maîtrise totale de la production aux compagnies en échange d'un soutien au syndicat « dans la gestion de ses propres affaires » (p. 49). Ces accords n'ont pas amélioré les conditions de travail qui étaient « aussi mauvaises qu'avant l'apparition du syndicat » (p. 52). Partant de ce fait, General Baker, travailleur d'usine et membre du comité du mensuel, œuvre pour que 4000 ouvriers déclenchent une grève sauvage. Ces ouvriers s'approprient le nom de *Dodge Revolutionary Union Movement* (DRUM), et dénoncent l'« irresponsabilité de l'état-major de l'UAW, l'embauche discriminatoire, l'accélération des cadences, etc. » (p. 70). DRUM diversifie ses activités entre les boycotts, les piquets de grève et les marches, ce qui mobilise tous les ouvriers de la ville à créer des unités RUM (*Revolutionary Union Movement*) sur leur lieu de travail.

Parallèlement, John Watson, un autre membre du comité, devient rédacteur en chef du journal de l'Université d'État de Wayne (ch. 3). Cette publication, s'intéressant peu au racisme auquel font face les

noirs, se transforme en quotidien s'adressant « aux étudiants en tant qu'ouvriers, habitants des bidonvilles, recrues potentielles, contribuables, parents et acteurs de tous les rôles qu'ils avaient à jouer dans la société » (p. 78). Les groupes progressistes y trouvent aussi une tribune pour publier leurs points de vue. C'est cet « usage raisonné du journal par diverses tendances » (p. 97) qui a ouvert la voie à une alliance entre les différents groupes de la gauche radicale.

La deuxième période a pour thème la formation de la Ligue des travailleurs noirs révolutionnaires. Au chapitre 4, nous comprenons que la Ligue a été fondée pour réunir les unités RUM dans une seule entité politique. Construits autour d'une structure relativement souple, les départements de la Ligue avaient comme objectif de « créer un dispositif de pouvoir à plusieurs niveaux, parallèle au dispositif du système qu'elle cherchait à abattre » (p. 113). Si la stratégie est bien définie, les leaders de la Ligue se divisent d'emblée sur le programme: construire de noyaux d'ouvriers disciplinés et idéologisés dans les usines ou mobiliser la communauté. Le groupe pro-communauté souligne que « la coordination de la communauté et la coordination des ouvriers sont liées » (p. 116) et que l'interaction avec d'autres luttes au sein de la communauté est une source de pression sur les employeurs. C'est ainsi qu'il forme des associations avec les étudiants et les parents afin de prendre le contrôle du système scolaire public (p. 120), qu'il joue un rôle majeur dans l'organisation d'une conférence économique nationale pour les noirs en Amérique et qui a donné naissance à une association de bienfaisance nationale exonérée d'impôt (p. 126), qu'il crée une imprimerie (p. 128), qu'il fonde une boutique de productions de films (ch. 6), et qu'il organise des forums de lecture visant à tisser des liens avec la classe moyenne noire et les blancs progressistes (p. 186).

La troisième période dépeint la chute de la Ligue. Au chapitre 7, les auteurs

décrivent la constitution du *Black Worker Congress (BWC)* en 1969, qui s'avère être une tentative de la Ligue de s'étendre au niveau national. Cependant, les divisions au sein de la Ligue s'accroissent et le groupe pro-usines milite pour que toute l'énergie et l'argent soient consacrés à des actions en usine. À l'été 1971, ces querelles ont raison de la Ligue et un groupe se sépare afin de se consacrer au BWC. Six mois après, ce qui reste de la Ligue fusionne avec une certaine « Ligue communiste » dans l'espoir de fonder un nouveau parti communiste.

Le BWC ne tarde pas à sombrer également. Le leader national, James Forman, a été critiqué pour son opportunisme, puis expulsé à cause de son rôle destructif au sein du BWC (p. 216). L'approche de Forman se résume à des réunions et des conférences, ce qui représente l'antithèse de l'approche marxiste-léniniste et économique de la Ligue. Car, cette dernière « avait toujours été plus préoccupée par l'action et le pouvoir des ouvriers que par les discussions théoriques » (p. 213). De façon individuelle, des leaders de la Ligue poursuivent les luttes et arrachent des concessions, notamment au système judiciaire, tantôt au niveau de la sélection du jury, tantôt au niveau de la durée de détention des prévenus par la police (ch. 9).

L'ouvrage se termine par un regard actuel sur la Ligue, soit selon les auteurs (ch. 11), soit selon quatre témoignages (ch. 12). D'ailleurs, l'autocritique de Hamlin, leader pro-communauté, est particulièrement intéressante à propos de la légèreté avec laquelle on avait procédé pour étendre la structure de la Ligue au niveau national.

Ce volume offre un survol exhaustif, à partir des sources de première main, de la situation des noirs durant les années 1960. Au-delà des spécificités de l'époque, sa force réside dans les perspectives qu'il offre pour examiner des pistes du renouveau syndical. Le portrait brossé par les auteurs oppose deux visions, celle de la Ligue et celle du syndicat traditionnel. Ce dernier

était particulièrement défensif et soucieux de préserver ses acquis. Cette frilosité a incité la Ligue à se fixer comme objectif à court terme de prendre le pouvoir (aux différents paliers du système). Ses actions ont permis une amélioration réelle de la situation des ouvriers noirs, ainsi qu'un élargissement de la base populaire. À cet effet, une emphase particulière fut accordée aux médias comme instrument d'éducation politique et d'exposition des analyses idéologiques dans un style populaire. Fidèle à son caractère prolétaire, la Ligue a formé une coalition avec des blancs progressistes selon une perspective de classe. Cela dit, ces stratégies différencient la Ligue des autres mouvements de la Contre-Culture qui seraient restés « figer dans le moule de l'opposant » (p. 98). La Ligue, « plutôt que de faire un show dans une salle d'audience » souhaitait « être en position d'influencer cette salle » (p. 101).

Malgré ses qualités, le livre a les défauts de la volonté, ou de la position, de ces auteurs. En effet, le texte datant de 1975 n'a pas été modifié, car « il est l'expression de son époque » (p. 17). Mais, lorsque les auteurs affirment que « l'éthique du travail capitaliste a été discréditée » (p. 27), à quel point cela reflète-t-il l'époque ou l'opinion des auteurs ? Parallèlement, les auteurs notent l'importance du caractère prolétaire de la Ligue, mais lorsqu'il est temps d'examiner ses différentes activités, le lecteur en apprend davantage sur celles du groupe pro-communauté que sur celles du groupe pro-usine. On pourrait regretter qu'un examen plus approfondi des dynamiques existantes à l'intérieur des usines ne soit pas fait. Quoi qu'il en soit, la lecture de l'histoire de la Ligue demeure enrichissante et saura intéresser les spécialistes en relation de travail, tout comme les militants des mouvements sociaux.

Sari Madi

Candidat au doctorat
École de relations industrielles
Université de Montréal

**Building Global Labor Solidarity
in a Time of Accelerating
Globalization**

Edited by Kim Scipes (2016) Chicago:
Haymarket Books, 277 pages. ISBN: 978-1-
60846-599-6.

Neo-liberalism has been associated with an assault on labour unions, the wages and working conditions of workers across the globe and increases in equality, both within and across nation states. Different unions have sought to arrest these attacks by reaching out to other unions, workers and like minded groups, domestically and internationally. This book brings together some recent scholarship on such attempts. In an introduction to the volume, editor Kim Scipes says that he hopes "you will read carefully and consider and discuss... [the respective chapters] with co-workers, friends and activists" (p. 1).

A first problem that needs to be considered is how to conceptualise the 'globe', or global forces? Kim Scipes, in a chapter which includes the subtitle "Theorising Global Labor Solidarity", points to the traditional sociologist's distinction between macrosociology, mesosociology and micro-sociology where the focus of analysis moves from the 'big picture' to the 'small'. His focus is on macrosociology (p. 29). An arguably more useful approach would be to employ a general theory where all the macro, meso and micro elements of reality (or all nation states) exist in relation to each other. Such a model could be conceived as being in equilibrium at a certain point in time. This analytical device provides a means with which to examine changes that occur with respect to any issue which may be of interest, such as the phenomenon of *Building Global Solidarity in a Time of Accelerating Globalization*.

This model can be further refined by considering what would lead unions, workers and like-minded groups to form into global organisations, or what might alternatively be thought of as coalitions. An economist would maintain that the formation of such organisations/coalitions would result from calcula-